

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200520]

9 JANVIER 2014. — Décret destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o « organismes privés » : toute association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, à l'exception de celles fondées ou administrées par au moins une personne morale de droit public;

2^o « organismes privés agréés » : tout organisme privé visé au 1^o, agréé par la Région wallonne, à l'exception des établissements pour aînés visés à l'article 334, 2^o, du Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé;

3^o « organismes privés candidats à l'agrément » : tout organisme privé visé au 1^o qui sollicite son agrément par la Région wallonne, à l'exception des établissements pour aînés visés à l'article 334, 2^o, du Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé.

CHAPITRE II. — Des organismes privés agréés

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 2. § 1^{er}. Le conseil d'administration des organismes privés agréés se compose au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Lorsque le nombre maximum d'administrateurs de même sexe calculé conformément à l'alinéa 1^{er} n'est pas un nombre entier, il est arrondi au nombre entier le plus proche.

§ 2. Pour déterminer le nombre maximum d'administrateurs de même sexe au sein des conseils d'administration des organismes privés agréés, seules sont prises en compte les personnes physiques et les personnes morales de droit privé représentées par un mandataire ou un tiers agissant en qualité de représentant de celles-ci.

Section 2. — Dérogations

Art. 3. § 1^{er}. Tout organisme privé agréé peut introduire, auprès du Ministre de tutelle, une demande de dérogation à la règle visée à l'article 2.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de dérogation suspend toute procédure de retrait d'agrément pour méconnaissance de la règle visée à l'article 2 et qui serait en cours à l'encontre de l'organisme privé agréé.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la règle visée à l'article 2, si l'organisme privé agréé démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire, renouvelable une fois à la règle visée à l'article 2 si l'organisme privé agréé démontre l'impossibilité de se conformer à celle-ci, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son conseil d'administration.

Art. 4. L'organisme privé agréé qui respecte la règle visée à l'article 2 et qui, en raison d'un événement soudain affectant son organisation interne, tel le décès d'un administrateur, sa démission ou sa révocation, ne peut plus s'y conformer, en informe le Gouvernement par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, dans les deux mois à dater de la survenance de l'événement.

L'organisme privé agréé visé à l'alinéa 1^{er} dispose, à dater de la survenance de l'événement, d'un délai de douze mois pour se conformer à la règle visée à l'article 2. A défaut, l'article 5 s'applique.

Section 3. — Sanction

Art. 5. § 1^{er}. L'agrément d'un organisme privé agréé est retiré si :

1^o il ne respecte pas la règle visée à l'article 2;

2^o il ne bénéficie pas de la dérogation visée aux articles 3, 4 ou 8.

§ 2. Lorsque le Gouvernement a l'intention de retirer l'agrément d'un organisme privé agréé, il l'en informe par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

Le courrier visé à l'alinéa 1^{er} contient, au minimum :

1^o l'indication que l'organisme privé agréé dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception du courrier pour adresser ses observations écrites au Gouvernement;

2^o une convocation à une audition;

3^o l'indication de la possibilité pour l'organisme privé agréé de se faire assister d'un conseil.

§ 3. Le Gouvernement prend sa décision sur la base du dossier qui contient, au minimum :

1^o le courrier visé au paragraphe 2;

2^o les éventuelles observations écrites de l'organisme privé agréé;

3^o le procès-verbal de l'audition visée au paragraphe 2, alinéa 2, 2^o, ou, le cas échéant, le procès-verbal de non-comparution;

4^o tout renseignement ou document utile.

Le Gouvernement notifie sa décision à l'organisme privé agréé sans délai, par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

Section 4. — Disposition transitoire

Art. 6. § 1^{er}. Les organismes privés agréés lors de l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que ceux visés à l'article 9, alinéa 2, disposent, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, d'un délai de trois années, pour se conformer à la règle visée à l'article 2.

§ 2. A défaut de s'être conformés à la règle visée à l'article 2 dans le délai visé au paragraphe 1^{er} :

1° les organismes privés agréés pour une durée indéterminée voient, d'office, leur agrément limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er} ;

2° les organismes privés agréés pour une durée déterminée, dont l'échéance est postérieure à l'expiration d'un délai de trois années prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient, d'office, leur agrément limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er} ;

3° les organismes privés agréés pour une durée déterminée, dont l'échéance est antérieure à l'expiration d'un délai de trois années prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient leur agrément prendre fin à l'expiration de sa durée déterminée.

Les organismes privés visés aux alinéas 1^{er} à 3 peuvent demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période durant laquelle ils demeurent agréés, afin de rencontrer la règle visée à l'article 2.

§ 3. Si les organismes privés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 2 avant l'expiration de leur agrément dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui leur accorde un nouvel agrément à durée indéterminée.

Si les organismes privés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 2 avant l'expiration de leur agrément dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui proroge leur agrément jusqu'à leur échéance initiale.

CHAPITRE III. — *Des organismes privés candidats à l'agrément*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 7. § 1^{er}. Pour être agréés par la Région wallonne, les organismes privés sont administrés par un conseil d'administration composé au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Le nombre maximum d'administrateurs de même sexe est calculé conformément aux modalités fixées à l'article 2.

§ 2. Le Gouvernement peut refuser d'accorder l'agrément à un organisme privé, sur la base du présent article, uniquement après avoir entendu ce dernier.

§ 3. Les principes repris aux paragraphes 1^{er} et 2 s'appliquent au renouvellement d'agrément.

Section 2. — Dérogation

Art. 8. § 1^{er}. Tout organisme privé candidat à l'agrément peut solliciter, auprès du Ministre de tutelle, une dérogation à la condition d'agrément visée à l'article 7.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la condition d'agrément visée à l'article 7, § 1^{er}, si l'organisme privé candidat à l'agrément démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire à la condition d'agrément visée à l'article 7 si l'organisme privé candidat à l'agrément démontre l'impossibilité de s'y conformer, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son conseil d'administration.

§ 3. L'organisme privé candidat à l'agrément qui obtient une dérogation temporaire peut demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période de la dérogation afin de rencontrer la règle visée à l'article 2.

Section 3. — Disposition transitoire

Art. 9. La condition d'agrément visée à l'article 7 ne s'applique pas aux organismes privés qui ont introduit une demande d'agrément avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les organismes privés visés à l'alinéa 1^{er} qui obtiennent un agrément de la Région wallonne sont considérés comme des organismes privés agréés au sens de l'article 1^{er}, 2°.

Les dispositions du chapitre II leurs sont applicables.

CHAPITRE IV. — *Mesures d'évaluation*

Art. 10. Tous les deux ans, l'administration publique, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, une liste non nominative reprenant :

1° le nombre d'organismes privés agréés respectant l'exigence figurant à l'article 2;

2° le nombre d'organismes privés agréés bénéficiaires de la dérogation visée à l'article 3;

3° le nombre d'organismes privés agréés bénéficiaires de la dérogation visée à l'article 4;

4° le nombre d'organismes privés agréés dont l'agrément a été retiré sur la base de l'article 5;

5° le nombre d'organismes privés agréés bénéficiaires de la disposition transitoire visée à l'article 6;

6° le nombre d'organismes privés candidats à l'agrément dont l'agrément a été refusé sur la base de l'article 7, § 2;

7° le nombre d'organismes privés agréés bénéficiaires de la dérogation visée à l'article 8.

Le Gouvernement évalue les effets de la règle visée à l'article 2 et la nécessité de son maintien sur la base de la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales ou abrogatoires*

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Les dispositions légales, réglementaires ou statutaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret qui régissent, en Région wallonne, les procédures d'octroi d'agrément aux organismes privés et qui ne respectent pas les règles posées par les chapitres 2 et 3 sont abrogées.

Le Gouvernement détermine la liste des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Le Gouvernement est chargé de l'exécution du présent décret.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 9 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*
Documents du Parlement wallon, 904 (2013-2014) N^{os} 1 à 4.
Compte rendu intégral, séance plénière du 8 janvier 2014.
Discussion.
Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200520]

9. JANUAR 2014 — Dekret zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "private Einrichtungen": jede Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, mit Ausnahme derjenigen, die mindestens von einer juristischen Person öffentlichen Rechts gegründet oder verwaltet werden;

2° "zugelassene private Einrichtung": jede in Punkt 1° erwähnte und von der Wallonischen Region zugelassene Einrichtung, mit Ausnahme der in Artikel 334, 2° des wallonischen dekretalen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit erwähnten Einrichtungen für Senioren;

3° "private Einrichtungen, die sich um die Zulassung bewerben": jede in Punkt 1° erwähnte Einrichtung, die ihre Zulassung durch die Wallonische Region ersucht, mit Ausnahme der in Artikel 334, 2° des wallonischen dekretalen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit erwähnten Einrichtungen für Senioren.

KAPITEL II — *Zugelassene private Einrichtungen*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 2 - § 1. Der Verwaltungsrat der zugelassenen privaten Einrichtungen setzt sich aus höchstens zwei Dritteln Mitgliedern gleichen Geschlechts zusammen.

Wenn die gemäß Absatz 1 berechnete Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts nicht eine ganze Zahl ergibt, wird sie auf die nächste ganze Zahl aufgerundet.

§ 2. Um die Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts innerhalb der Verwaltungsräte der zugelassenen privaten Einrichtungen zu bestimmen, werden lediglich die natürlichen Personen und die juristischen Personen privaten Rechts berücksichtigt, die durch einen Mandatsträger oder eine Drittperson, die in der Eigenschaft als deren Vertreter handelt, vertreten sind.

Abschnitt 2 — Abweichungen

Art. 3 - § 1. Jede zugelassene private Einrichtung kann beim Aufsichtsminister einen Antrag auf Abweichung von der in Artikel 2 erwähnten Regel einreichen.

Der Antrag auf Abweichung wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

Durch diesen Antrag auf Abweichung wird jedes Verfahren zum Entzug einer Zulassung wegen Nichtbeachtung der in Artikel 2 erwähnten Regel, das gegen die zugelassene private Einrichtung läuft, ausgesetzt.

§ 2. Der Aufsichtsminister kann eine Abweichung von der in Artikel 2 erwähnten Regel gewähren, wenn die zugelassene private Einrichtung nachweist, dass die Ausübung ihres Gesellschaftswecks die Geschlechtertrennung voraussetzt oder zur Folge hat.

Er kann eine befristete, einmal erneuerbare Abweichung von der in Artikel 2 erwähnten Regel gewähren, wenn die zugelassene private Einrichtung auf der Grundlage objektiver Angaben und der im Hinblick auf eine Erhöhung der ausgeglichenen Beteiligung von Frauen und Männern in ihrem Verwaltungsrat getroffenen Vorkehrungen nachweist, dass sie diese Regel nicht einhalten kann.

Art. 4 - Die zugelassene private Einrichtung, die die in Artikel 2 erwähnte Regel berücksichtigt und die aufgrund eines plötzlichen Ereignisses, das ihre interne Organisation beeinträchtigt, wie beispielsweise der Tod eines Verwaltungsratsmitglieds, dessen Rücktritt oder Abberufung, diese Regel nicht mehr einhalten kann, setzt die Regierung innerhalb von zwei Monaten ab dem Eintreten des Ereignisses per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, davon in Kenntnis.

Die in Absatz 1 erwähnte zugelassene private Einrichtung verfügt ab dem Eintreten des Ereignisses über eine Frist von 12 Monaten, um die in Artikel 2 erwähnte Regel einzuhalten. In Ermangelung dessen wird Artikel 5 angewandt.

Abschnitt 3 — Strafmaßnahme

Art. 5 - § 1. Die Zulassung einer zugelassenen privaten Einrichtung wird entzogen, wenn:

1° sie die in Artikel 2 erwähnte Regel nicht einhält;

2° sie nicht über die in den Artikeln 3, 4 oder 8 erwähnte Abweichung verfügt.

§ 2. Wenn die Regierung beabsichtigt, einer zugelassenen privaten Einrichtung die Zulassung zu entziehen, setzt sie diese per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, davon in Kenntnis.

Das in Absatz 1 erwähnte Schreiben enthält mindestens:

1° die Angabe, dass die zugelassene private Einrichtung über eine Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Eingang des Schreibens verfügt, um der Regierung ihre schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln;

2° eine Vorladung zu einer Anhörung;

3° die Angabe, dass die Möglichkeit für die zugelassene private Einrichtung besteht, sich von einem Berater unterstützen zu lassen.

§ 3. Die Regierung fasst ihren Beschluss auf der Grundlage der Akte, die mindestens Folgendes enthält:

1° das in Paragraph 2 erwähnte Schreiben;

2° die eventuellen schriftlichen Bemerkungen der zugelassenen privaten Einrichtung;

3° das Protokoll der in Paragraph 2, Absatz 2, 2° erwähnten Anhörung oder gegebenenfalls das Protokoll des Nichterscheinens;

4° jede zweckdienliche Auskunft oder Unterlage.

Die Regierung stellt der zugelassenen privaten Einrichtung unverzüglich per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, ihren Beschluss zu.

Abschnitt 4 — Übergangsbestimmung

Art. 6 - § 1. Die am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets zugelassenen privaten Einrichtungen, sowie diejenigen, die in Artikel 9, Absatz 2 erwähnt werden, verfügen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets über eine Frist von drei Jahren, um die in Artikel 2 erwähnte Regel einzuhalten.

§ 2. In Ermangelung der Einhaltung der in Artikel 2 erwähnten Regel innerhalb der in Paragraph 1 erwähnten Frist:

1° wird die Zulassung der privaten Einrichtungen, die für eine unbefristete Dauer zugelassen sind, von Amts wegen auf eine befristete Dauer von drei Jahren ab dem Ablauf der in Paragraph 1 erwähnten Frist begrenzt;

2° wird die Zulassung der privaten Einrichtungen, die für eine befristete Dauer zugelassen sind, die nach einer Frist von drei Jahren ab dem Ablaufdatum der in Paragraph 1 erwähnten Frist abläuft, von Amts wegen auf eine befristete Dauer von drei Jahren begrenzt, die ab dem Ablaufdatum der in Paragraph 1 erwähnten Frist läuft;

3° wird die Zulassung der privaten Einrichtungen, die für eine befristete Dauer zugelassen sind, die vor einer Frist von drei Jahren ab dem Ablaufdatum der in Paragraph 1 erwähnten Frist abläuft, nach Ablauf ihrer befristeten Dauer beendet.

Die in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten privaten Einrichtungen können bei der Verwaltung den Anspruch auf Begleitmaßnahmen während des Zeitraums, in dem sie zugelassen bleiben, beantragen, um sich mit der in Artikel 2 erwähnten Regel in Übereinstimmung zu bringen.

§ 3. Die in Paragraph 2, Absatz 1, 1° erwähnten privaten Einrichtungen bringen sich vor dem Ablauf ihrer Zulassung, deren Dauer von Amts wegen begrenzt worden ist, mit der in Artikel 2 erwähnten Regel in Übereinstimmung und setzen die Regierung davon in Kenntnis; diese gewährt ihnen eine neue Zulassung mit unbefristeter Dauer.

Wenn die in Paragraph 2, Absatz 1, 2° erwähnten privaten Einrichtungen sich vor dem Ablauf ihrer Zulassung, deren Dauer von Amts wegen begrenzt worden ist, mit der in Artikel 2 erwähnten Regel in Übereinstimmung bringen, setzen sie die Regierung davon in Kenntnis; diese verlängert ihre Zulassung bis zu ihrer ursprünglichen Ablaufdatum.

KAPITEL III — Private Einrichtungen, die sich um die Zulassung bewerben

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 7 - § 1. Um von der Wallonischen Region zugelassen zu werden, werden die privaten Einrichtungen von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus höchstens zwei Dritteln Mitgliedern gleichen Geschlechts zusammensetzt.

Die Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts wird gemäß den in Artikel 2 festgelegten Modalitäten berechnet.

§ 2. Die Regierung kann auf der Grundlage des vorliegenden Artikels einer privaten Einrichtung die Zulassung nur nach deren Anhörung verweigern.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 angeführten Grundsätze sind auf die Erneuerung einer Zulassung anwendbar.

Abschnitt 2 - Abweichung

Art. 8 - § 1. Jede private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, kann beim Aufsichtsminister eine Abweichung von der in Artikel 7 erwähnten Zulassungsbedingung beantragen.

Der Antrag auf Abweichung wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

§ 2. Der Aufsichtsminister kann eine Abweichung von der in Artikel 7, § 1 genannten Zulassungsbedingung gewähren, wenn die private Einrichtung, die sich um eine Zulassung bewirbt, nachweist, dass die Ausübung ihres Gesellschaftswecks die Geschlechtertrennung voraussetzt oder zur Folge hat.

Er kann eine befristete Abweichung von der in Artikel 7 genannten Zulassungsbedingung gewähren, wenn die private Einrichtung, die sich um eine Zulassung bewirbt, auf der Grundlage objektiver Angaben und der im Hinblick auf eine Erhöhung der ausgeglichenen Beteiligung von Frauen und Männern in ihrem Verwaltungsrat getroffenen Vorkehrungen nachweist, dass sie sich nicht an diese Bedingung halten kann.

§ 3. Die private Einrichtung, die sich um eine Zulassung bewirbt und die eine befristete Abweichung erhält, kann bei der Verwaltung den Anspruch auf Begleitmaßnahmen während des Zeitraums der Abweichung beantragen, um sich mit der in Artikel 2 erwähnten Regel in Übereinstimmung zu bringen.

Abschnitt 3 — Übergangsbestimmungen

Art. 9 - Die in Artikel 7 erwähnte Zulassungsbedingung ist nicht auf die privaten Einrichtungen anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets einen Zulassungsantrag eingereicht haben.

Die in Absatz 1 erwähnten Einrichtungen, die eine Zulassung von der Wallonischen Region erhalten, werden als zugelassene private Einrichtungen im Sinne von Artikel 1, 2° angesehen.

Die Bestimmungen des Kapitels II sind auf sie anwendbar.

KAPITEL IV — Bewertungsmaßnahmen

Art. 10 - Alle zwei Jahre veröffentlicht die Verwaltung gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten eine namenslose Liste mit folgenden Angaben:

1° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die die in Artikel 2 angegebene Anforderung einhalten;

2° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die die in Artikel 3 erwähnte Abweichung in Anspruch nehmen;

3° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die die in Artikel 4 erwähnte Abweichung in Anspruch nehmen;

4° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, deren Zulassung aufgrund des Artikels 5 entzogen wurde;

5° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die die in Artikel 6 erwähnte Übergangsbestimmung in Anspruch nehmen;

6° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die sich um die Zulassung bewerben und deren Zulassung aufgrund des Artikels 7, § 2 verweigert wurde;

7° Anzahl der zugelassenen privaten Einrichtungen, die die in Artikel 8 erwähnte Abweichung in Anspruch nehmen.

Die Regierung bewertet die Auswirkungen der in Artikel 2 erwähnten Regel und die Notwendigkeit ihrer Aufrechterhaltung auf der Grundlage der in Absatz 1 erwähnten Liste.

KAPITEL V — Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 11 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Die gesetzlichen, ordnungsmäßigen oder statutarischen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region die Verfahren zur Gewährung der Zulassung der privaten Einrichtungen regeln und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gültig waren, werden außer Kraft gesetzt wenn sie die in den Kapiteln 2 und 3 festgelegten Regeln nicht einhalten.

Die Regierung legt die Liste der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen fest.

Art. 13 - Die Regierung wird mit der Durchführung des vorliegenden Dekrets beauftragt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 9. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. Henry

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 904 (2013-2014) Nrn 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. Januar 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200520]

9 JANUARI 2014. — Decreet tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "privé-instellingen" : elke vereniging zonder winstoogmerk in de zin de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen, met uitzondering van degene opgericht of beheerd door minstens een privaatrechtelijke rechtspersoon;

2° "erkende privé-instellingen" : elke in 1° bedoelde privé-instelling die door het Waalse Gewest erkend is, met uitzondering van de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in artikel 334, 2°, van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

3° "privé-instellingen die kandidaat zijn voor de erkenning" : elke in 1° bedoelde privé-instelling die erom verzoekt door het Waalse Gewest erkend te worden, met uitzondering van de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in artikel 334, 2°, van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

HOOFDSTUK II. — *Erkende privé-instellingen**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 2. § 1. De raad van bestuur van de erkende privé-instellingen bestaat uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht.

Wanneer het overeenkomstig het eerste lid berekende maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht, geen geheel getal is, wordt het afgerond naar het dichtstbijgehele getal.

§ 2. Om het maximum aantal bestuurders van hetzelfde getal binnen de raden van bestuur van de erkende privé-instellingen te bepalen, worden alleen de natuurlijke personen en de privaatrechtelijke rechtspersonen vertegenwoordigd door een mandataris of een derde die als vertegenwoordiger ervan handelt, in aanmerking genomen.

Afdeling 2. — Afwijkingen

Art. 3. § 1. Elke erkende privé-instelling kan bij de voogdijminister een aanvraag tot afwijking van de in artikel 2 bedoelde regel indienen.

De afwijkingsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

Deze afwijkingsaanvraag schorst elke procedure tot intrekking van de erkenning wegens miskenning van de in artikel 2 bedoelde regel die strijdig zou zijn met de erkende privé-instelling.

§ 2. De voogdijminister kan een afwijking van de in artikel 2 bedoelde regel toekennen indien de erkende privé-instelling bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking, die één keer verlengbaar is, van de in artikel 2 bedoelde regel toekennen indien de erkende privé-instelling de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar raad van bestuur te verhogen.

Art. 4. De erkende privé-instelling die de in artikel 2 bedoelde regelt naleeft en die wegens een plotseling evenement dat haar interne organisatie aantast, zoals het overlijden van een bestuurder, zijn ontslag of zijn afzetting, zich daaraan niet meer kan aanpassen, licht de Regering daarover bij aangetekend schrijven of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, in binnen twee maanden na het plaatshebben van het evenement.

De in het eerste lid bedoelde erkende privé-instelling beschikt vanaf het plaatshebben van het evenement over een termijn van twaalf maanden om zich aan de in artikel 2 bedoelde regel aan te passen. Zo niet is artikel 5 van toepassing.

Afdeling 3. — Sanctie

Art. 5. § 1. De erkenning van een erkende privé-instelling wordt ingetrokken indien :

1° ze de in artikel 2 bedoelde regel niet naleeft;

2° ze de in de artikelen 3, 4 of 8 bedoelde afwijking niet geniet.

§ 2. Wanneer de Regering het voornemen heeft de erkenning van een erkende privé-instelling in te trekken, licht ze haar daarover bij aangetekend schrijven of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, in.

Het in het eerste lid bedoelde schrijven vermeldt minstens :

1° dat de erkende privé-instelling over een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van het schrijven beschikt om haar schriftelijke opmerkingen mee te delen aan de Regering;

2° een oproeping tot een verhoor;

3° dat het voor de erkende privé-instelling mogelijk is om zich door een raadsman te laten bijstaan.

§ 3. De Regering neemt haar beslissing op grond van het dossier dat minstens de volgende elementen omvat :

- 1° het in § 2 bedoelde schrijven;
- 2° de eventuele schriftelijke opmerkingen van de erkende privé-instelling;
- 3° het proces-verbaal van het in § 2, tweede lid, 2°, bedoelde verhoor of, in voorkomend geval, het proces-verbaal van niet-verschijning;
- 4° elke nuttige inlichting of document.

De Regering betekent onverwijld haar beslissing aan de erkende privé-instelling bij aangetekend schrijven of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Afdeling 4. — Overgangsbepaling

Art. 6. § 1. De op de inwerkingtreding van dit decreet erkende privé-instellingen alsmede de instellingen bedoeld in artikel 9, tweede lid, beschikken over een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van die decreet om zich aan de regel bedoeld in artikel 2 aan te passen.

§ 2. Indien ze zich niet aan de regel bedoeld in artikel 2 binnen de in § 1 bedoelde termijn hebben aangepast :

1° zien de voor een onbepaalde termijn erkende privé-instellingen van ambtswege hun erkenning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

2° zien de voor een bepaalde termijn erkende privé-instellingen waarvan de vervaldatum volgt op de vervaldatum van een termijn van drie die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn, van ambtswege hun erkenning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

3° zien de voor een bepaalde termijn erkende privé-instellingen waarvan de vervaldatum van vóór de vervaldatum van een termijn van drie die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn dateert, van ambtswege hun erkenning eindigen tot het verstrijken van haar bepaalde duur.

De in de eerste tot derde leden bedoelde privé-instellingen kunnen aan het bestuur erom verzoeken om begeleidingsmaatregelen te genieten tijdens de periode waarin ze erkend blijven om te voldoen aan de in artikel 3 bedoelde regel.

§ 3. Indien de in § 2, eerste lid, 1°, bedoelde privé-instellingen zich aan de in artikel 2 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun erkenning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun een nieuwe erkenning voor onbepaalde duur toekent.

Indien de in § 2, eerste lid, 1°, bedoelde privé-instellingen zich aan de in artikel 2 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun erkenning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun een erkenning tot hun oorspronkelijke vervaldatum verlengt.

HOOFDSTUK III. — Privé-instellingen die kandidaat zijn voor de erkenning

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 7. § 1. Om door het Waalse Gewest erkend te worden, worden de privé-instellingen beheerd door een raad van bestuur die uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht bestaat.

Het maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht wordt overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 2 berekend.

§ 2. Op grond van dit artikel kan de Regering weigeren om de erkenning toe te kennen aan een privé-erkenning slechts na laatstgenoemde te hebben gehoord.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 vermelde principes zijn van toepassing op de verlenging van de erkenning.

Afdeling 2. — Afwijking

Art. 8. § 1. Elke privé-instelling die kandidaat is voor de erkenning kan een afwijking van de in artikel 7 bedoelde erkenningsvoorwaarde aan de voogdijminister vragen.

De afwijkingaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

§ 2. De toezichthoudend minister kan een afwijking van de in artikel 7, § 1, bedoelde erkenningsvoorwaarde toekennen indien de privé-instelling die kandidaat is voor de erkenning bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking van de in artikel 7 bedoelde erkenningsvoorwaarde toekennen indien de privé-instelling die kandidaat is voor de erkenning, de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar raad van bestuur te verhogen.

§ 3. De privé-instelling die kandidaat is voor de erkenning en die een tijdelijke afwijking geniet, kan aan het bestuur erom verzoeken om tijdens de afwijkingperiode begeleidingsmaatregelen te genieten om te voldoen aan de in artikel 2 bedoelde regel.

Afdeling 3. — Overgangsbepaling

Art. 9. De in artikel 7 bedoelde erkenningsvoorwaarde is niet van toepassing op de privé-instellingen die een erkenningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben ingediend.

De in het eerste lid bedoelde privé-instellingen die een erkenning van het Waalse Gewest verkrijgen, worden beschouwd als privé-instellingen in de zin van artikel 1, 2°.

De bepalingen van hoofdstuk II zijn erop van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatiemaatregelen*

Art. 10. Om de twee jaar maakt het bestuur volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een niet-nominatieve lijst bekend die de volgende elementen vermeldt :

- 1° het aantal erkende privé-instellingen die de in artikel 2 bedoelde eis naleven;
- 2° het aantal erkende privé-instellingen die de in artikel 3 bedoelde afwijking genieten;
- 3° het aantal erkende privé-instellingen die de in artikel 4 bedoelde afwijking genieten;
- 4° het aantal erkende privé-instellingen waarvan de erkenning op grond van artikel 5 is ingetrokken;
- 5° het aantal erkende privé-instellingen die de in artikel 6 bedoelde overgangsbepaling genieten;
- 1° het aantal erkende privé-instellingen die kandidaat zijn voor de erkenning en waarvan de erkenning op grond van artikel 7, § 2 is geweigerd;
- 1° het aantal erkende privé-instellingen die de in artikel 8 bedoelde afwijking genieten.

De Regering evalueert de effecten van de in artikel 2 bedoelde regel en de noodzaak van haar handhaving op grond van de in het eerste lid bedoeld lijst.

HOOFDSTUK V. — *Slot- of opheffingsbepalingen*

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen die van vóór de inwerkingtreding van dit decreet dateren, die in het Waalse Gewest de procedures voor de toekenning van een erkenning aan de privé-instellingen regelen, en die de in de hoofdstukken 2 en 3 bedoelde regels niet naleven, worden opgeheven.

De Regering bepaalt de lijst van de in het eerste lid bedoelde bepalingen.

Art. 13. De Regering is belast met de uitvoering van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 904 (2013-2014) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27010]

11 FEVRIER 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 juin 2010 déterminant les signes distinctifs que doivent porter les policiers domaniaux dans l'exercice de leur fonction

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;